

La Lettre du SY.N.P.A.-F.O.

La patronne du Medef nous renvoie au moyen-âge !

On peut tout craindre d'une dirigeante qui considère que le Code du Travail est une entrave à la liberté du travail...

La présidente du Medef s'attaque aux syndicats et notamment à l'attitude de la CGT.

La grève de jeudi est «une facilité». Les syndicats sont «égoïstes» sur les retraites. La CGT «détruit des emplois», et son leader est «de mauvaise foi». À l'approche d'une nouvelle journée interprofessionnelle d'action, Laurence Parisot affiche son incompréhension des syndicats.

«S'il s'agit de dire à quel point nous sommes mécontents de ce qui se passe, inquiets de la situation, nous pouvons tous dire ça, les chefs d'entreprise aussi. Est-ce vraiment utile de

le dire ainsi ?, s'est interrogée la présidente du Medef mardi. C'est une facilité, je ne crois pas que ce soit une réponse.» Et d'inviter à réfléchir au coût de cette «journée sans travail» et aux «illusions créées» par cette «démagogie».

Les critiques de la patronne des patrons ne s'arrêtent pas là. Sur un autre dossier brûlant (les retraites complémentaires), elle poursuit : «Les syndicats ont une approche particulièrement égoïste.» Leur reprochant de refuser d'allonger la durée de cotisation ou de repousser l'âge de départ après 60 ans, elle dénonce leur «indifférence» envers les prochaines générations.

Enfin, Laurence Parisot juge «fondée et responsable» l'attitude de Total qui

supprime 550 postes - sans licencier - pour s'adapter à son marché, mais investit et recrute dans de nouvelles activités. Elle impute le «désastre médiatique» aux règles du délit d'entrave, qui auraient empêché le groupe d'expliquer ces mesures, alors que les syndicats et le secrétaire d'Etat Laurent Wauquiez criaient déjà au scandale. Elle demande au comité d'éthique du Medef de réfléchir à la façon d'informer les salariés au plus tôt, sans enfreindre la loi.

Que dire de plus sur ce conservatisme d'une autre époque, sinon rappeler que lors de la dernière convention d'été du Medef, Laurence Parisot avait initié une table ronde sur le thème de : "Dieu pour point d'appui et la prière pour levier". Sans commentaires.....

CRISE : Les syndicats dans le monde s'adressent aux gouvernements !

La CGT-FO s'associe aux organisations syndicales en France et dans le Monde pour présenter officiellement ce jour aux Chefs d'Etat et de gouvernement la plateforme de revendications syndicales pour le G20.

Dans cette déclaration la CSI (Confédération Syndicale Internationale) met en garde contre l'aggravation massive du chômage et de la pauvreté dans le monde, et réaffirme que la crise financière qui a explosé depuis l'été 2008 provient des politiques de privatisation, de libéralisation et de déréglementation des dernières décennies.

Face à l'urgence de la situation, la CSI en appelle à la coordination d'un plan mondial de relance à hauteur

de 2 % au moins du PIB mondial, à des mesures de soutien du pouvoir d'achat des bas salaires, à l'investissement dans la protection sociale, dans des services publics de qualité (la CSI met l'accent sur le besoin de 4,2 millions d'emplois dans le secteur de la santé et de 18 millions d'emplois de nouveaux enseignants dans le monde).

FO, avec la CSI, conteste que les dispositions relatives à l'emploi et à la protection de l'emploi ne représentent qu'une part infime des programmes de relance et conteste la poursuite de politiques restrictives en matière de salaires, de protection sociale et de service public imposées par

les institutions financières (dont le FMI).

Le Secrétaire général de la CGT-FO, Jean Claude Mailly, prendra part à la réunion syndicale internationale qui se tiendra à Londres en parallèle à celle du G20, pour soutenir la prise en compte des revendications syndicales.

Pour FO, les mesures d'urgence indispensables doivent aussi conduire à une réforme radicale du système économique mondial donnant désormais la priorité au respect des normes internationales du travail de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), au droit à un vrai travail avec un vrai salaire et à une protection sociale solidaire.

Sommaire :

1. Articles :

- La Patronne du Medef nous renvoie au moyen-âge !
- CRISE : Les syndicats dans le monde s'adressent aux gouvernements !
- Gros succès de la mobilisation du 19 mars 2009
- Le mouvement social du 19 mars approuvé par la majorité des salariés
- Les banques vont-elles réussir leur plus belle escroquerie ?
- Chiffre du jour : 500 000
- Après les subprimes, voici la bulle des crédits à la consommation !
- Allocation équivalent retraite : vers un premier succès
- La retraite à 60 ans sans abattement est maintenue.

2. REPORT Assemblée Générale

3. Éditorial
4. Candidatures à la Commission Exécutive
5. Rapport d'activité et d'orientation
6. Rapports d'activité des sections GAN, GENERALI, AGF et AXA
7. Candidatures aux élections
8. Encart du trésorier

Addenda

1. Sommaire
2. Les chiffres
3. Commission Exécutive
Commission de Contrôle
4. Bureau du SYNPA-FO
5. Délégués de Région
6. Bureau de la Section AGF
7. Bureau de la Section GENERALI
8. Bureau de la Section AXA
9. Bureau de la Section GAN



SMIC au 1^{er} juillet 2008
8,71 € de l'heure, soit
1 321,02 € brut mensuel
(pour 151,67 h)

M.G. FFSA depuis le
1^{er} janvier 2008 et servant
au calcul de l'indemnité
d'ancienneté
E.B... 16 006 €
E.I. ... 17 634 €

Plafond Sécurité Sociale
2 859 € mensuel

Allocations familiales
2 enfants 123,92 €
3 enfants 282,70 €
Par enfant en plus 158,78 €
(après RDS)
Majoration pour âge des
allocations : 34,86 €
de 11 à 16 ans
et 61,96 € après 16 ans

Minimum vieillesse
01/01/2008 : 7 537,29 €
par an

Indice du coût de la vie
(INSEE)
01/03/2008 au
01/03/2009
+ 0,90 %

Indice de référence des
loyers
3^{ème} trimestre 2008 :
117,03 (+2,95 % sur 1 an)

ARRCO
Taux contractuel 6 %
Plafond mensuel 8577 €
Valeur du point
au 1/04/2009 1,1799 €

Compte tenu de la difficulté de trouver d'une part une date qui puisse correspondre à la disponibilité d'une salle et d'autre part afin d'éviter un télescopage avec diverses réunions dans chaque section, à cela s'ajoutant un calendrier chargé pour ce second trimestre, les membres du Bureau ont pris la décision de reporter l'Assemblée Générale du syndicat en septembre / octobre 2009.

Accompagnés de différents articles, nous vous transmettons les différents rapports 2008 déjà préparés qui feront partie intégrante de la future AG.

Vous recevrez ultérieurement un bulletin complémentaire actualisé indiquant la date et le lieu de l'Assemblée Générale.

La crise des subprimes a commencé en 2007 pour déboucher sur la grande crise économique, financière du capitalisme en 2008, depuis plusieurs mois, les conséquences sociales se multiplient de manière exponentielle avec les faillites des plus gros établissements financiers (banques, assurances...), les découvertes de fraudes gigantesques courant sur des milliards de dollars, la déroute du secteur automobile entraînant dans son sillage des milliers de faillites de sous-traitants et de « dommages collatéraux ». Bien entendu, des millions de suppressions d'emplois dans le monde entier.

En France, après la distribution par l'État de milliards d'euros aux établissements bancaires pratiquement en faillite à cause de leur mauvaise gestion et de la course à la rentabilité maximale immédiate, après la mise en place d'un soit disant « plan de relance de l'économie », les salariés n'ont rien vu venir sauf des périodes de chômage (RENAULT, PEUGEOT...), des licenciements par milliers (GOOD YEAR, CONTINENTAL, VALEO, TOTAL...), des difficultés à vivre, voire à survivre au quotidien.

Le 29 janvier 2009, à l'appel de toutes les Organisations Syndicales, plus de 2 500 000 salariés du public comme du privé se sont rassemblés en grève et manifestations pour exprimer leur colère et leurs revendications (salaires, pouvoir d'achat, maintien du service public, arrêt des licenciements...).

Cette journée de grève du 29 a été très suivie même dans le privé où des gens n'ayant jamais fait grève auparavant ont

participé. Ceci a permis au Président de constater que les grèves se voyaient encore.

Un sommet social a été convoqué par Nicolas le 18 février qui a accouché d'une souris. Il n'y a rien à donner aux salariés, eux qui ne sont pour rien dans la crise, qui la subissent de plein fouet et que l'on veut sacrifier sur l'autel d'un capitalisme « purifié et rénové ».

ÉDITORIAL

Les Organisations Syndicales se sont rencontrées de nouveau pour décider d'une nouvelle journée d'action le 19 mars 2009. De nouveau un succès pour la participation ! De nouveau une grève qui s'est remarquée ! Plus de 3 000 000 de manifestants, des centaines de manifestations dans toute la France !

Et toujours le même Président qui déclare : on ne changera rien à notre politique. Il n'y a rien à donner aux salariés, on ne donnera rien.

La réunion du 20 mars entre les Confédérations s'est terminée par une fausse couche puisqu'elles ont remis leur décision au 30 mars.

Alors, il n'y a rien à faire ? Doit-on se laisser abattre parce que certains appareils, signataires de la position commune, freinent des 4 fers pour casser le mouvement, pour éviter les débordements ?

Au SYNPA, nous pensons que le combat ne fait que commencer. Rien n'est inéluctable. Nos camarades de la Réunion, de la Martinique et surtout de la Guadeloupe nous ont montré l'exemple à suivre.

N'ont-ils pas maintenu leurs revendications et la grève générale jusqu'à obtenir satisfaction ?

Bien sûr, et c'est ce chemin qu'il faut suivre pour gagner. Notre Confédération milite depuis plusieurs mois pour un blocage du pays par une grève générale interprofessionnelle. Elle est la seule à défendre cette position mais chaque syndicat doit l'aider dans cette voie et en particulier le SYNPA-FO doit être à la pointe dans les revendications et les actions à mener pour améliorer le sort des salariés.

2009 sera une année très difficile à vivre. Dans notre branche d'activité, les producteurs salariés sont les premiers à souffrir face à la crise et au mécontentement des clients, face aux pressions de plus en plus forte de la hiérarchie et des entreprises.

Dans ces périodes difficiles, les patrons sont solidaires entre eux.

Soyons nous aussi solidaires, rassemblons nous pour faire avancer nos revendications et sauver nos acquis. L'union fait la force.

Alors prouvons-le. Venez nombreux à l'Assemblée Générale pour débattre et préparer l'avenir.

Didier WAUTHY
Secrétaire Général



Commission Exécutive

- ALTINDAG Hasan
- ANKERMANN Gérard
- AUDOUY Jean Louis
- BERGERAT Laurent
- BOUCHENOT Xavier
- CHAPUT Catherine
- CHAUX Pierre
- DI MAURO Marc
- DITTIÈRE Patrice
- DONADIO Bernadette
- ÉTIENNE Guy
- FESSARD Didier
- FLAMENT Philippe
- GAZEAU Anne Lise
- GENSSE Philippe
- GONTIER Daniel
- GROS Pascal
- HERRMANN Roland
- JACQUES James
- LETIEC Philippe
- LEMAIRE Philippe
- MARANGONI Delki
- MARTIN Patrick
- MÉLONI Jean Jacques
- MULLER Franck
- ORSETTI Thierry
- ORSONI Benoît
- PIETROPOLI Jean Philippe
- SCHWARTZ Laurent
- SCOTET Marie Yvonne
- SERVETTAZ Christiane
- STAAL Hervé Noël
- STÉFANINI Jean-Claude
- VIGNAUD Daniel
- WAUTHY Didier

Commission De Contrôle

- BERNARD-DELHOMME Sylviane
- GAUTIER Joseph
- GITEAU André
- LACOMBE Marcel

**Instances
sortantes**

Les candidatures à la Commission Exécutive et au Bureau du syndicat doivent être adressées avant le 15 avril 2009 à :

Didier WAUTHY
16, rue Jacques Brel - 80080 AMIENS

didier.wauthy@laposte.net



Bureau du SY.N.P.A.-F.O.

Secrétaire Général
Didier WAUTHY

Secrétaires Adjoins
Philippe GENSSE
Jean Philippe PIETROPOLI

Trésorier Général
Patrice DITTIÈRE
Trésorier Adjoint
Philippe LE TIEC

Membres
Pascal GROS
James JACQUES
Philippe LEMAIRE
Franck MULLER
Marie Yvonne SCOTET
Daniel VIGNAUD

**Instances
sortantes**

Délégués de Région

Région NORD

Roland HERRMANN

☎ 03.88.33.22.03

Région OUEST

Philippe LE TIEC

☎ 02.99.59.36.08

Région SUD-OUEST

Hervé Noël STAAL

☎ 05.57.32.65.25

Région SUD-EST

Michel GIOVANNELLI

☎ 04.42.27.54.41

Région PARISIENNE

Hasan ALTINDAG

☎ 06.08.53.27.89

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET D'ORIENTATION

Introduction

L'année 2007 nous avait amené son lot de mauvaises nouvelles dont nous ne retiendrons que 2 à savoir en premier lieu l'élection de Nicolas Sarkozy comme président de la République Française avec son lot de contre réformes et sa politique antisociale et son cortège de reculs sociaux.

En second lieu, la découverte de la crise dite des « subprimes » dont personne ne s'attendait à ce qu'elle entraîne un « tsunami » financier et économique en 2008.

En effet, l'année 2008 a été marquée, dans le monde entier, par une crise financière sans précédent depuis 1929. Des établissements financiers, leaders mondiaux se sont retrouvés en faillite du jour au lendemain (FANNY MAE, FREDDY MAC, LEHMAN BROTHERS...) AIG dans l'assurance aux USA, plusieurs établissements financiers au Royaume Uni. Aucun pays n'est épargné par cet effondrement du système financier, voire même une crise majeure du système capitaliste. La banque belge

FORTIS est en faillite, la banque franco-belge DEXIA aussi. CRÉDIT AGRICOLE, CRÉDIT LYONNAIS, BNP PARIBAS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, CAISSE D'ÉPARGNE, NATIXIS... annoncent des pertes de plusieurs dizaines de millions d'Euros, voire des centaines de millions.

Et voilà que devant ce désastre, comme un miracle arrive !

Le Président Bush met la main à la poche et prend les choses en main en « nationalisant » les pertes de ces banques, maisons de crédit et autres Compagnies d'assurances en distribuant des centaines (au moins 700) de milliards de dollars dans le budget de l'Etat, c'est à dire dans la poche du contribuable pour sauver le système.

Le roi du capitalisme sauvage termine donc son mandat en mettant en place l'état interventionniste. Quel camouflet ?!?!.

Alors que sa politique guerrière en IRAK se révèle être un véritable échec tant sur le plan militaire que sur le plan

économique, entraînant un déficit budgétaire abyssal, un recul des droits sociaux des travailleurs américains et de la liberté d'expression.

Il est fort probable que son acharnement a entraîné la défaite aux élections présidentielles et la victoire d'OBAMA. Il reste à voir maintenant quelle politique celui-ci appliquera pour tenter de sauver le monde capitaliste, ou du moins ce qu'il en reste.

Car aujourd'hui, cette crise a atteint l'ensemble du secteur économique, comme le secteur automobile américain, sauvé de la faillite par le gouvernement.

De fait, dans tous les pays du monde, cette crise d'une ampleur jamais connue, même en 1929, chaque gouvernement cherche à sauver les meubles en renflouant comme il le peut les établissements financiers et les autres entreprises au bord de la faillite.

En Europe, sous la présidence de notre mini omni-président, les gouvernements ont ouvert les coffres et sortis les liasses d'Euros pour sauver le système financier.

La France et la crise

En France, bien que notre système financier ne comporte que peu de risques similaires au système américain selon les assurances données par le gouvernement qui annonce qu'aucun établissement financier français ne présente de risque important, l'état, qui

s'annonce ruiné depuis 2 ans a trouvé du jour au lendemain 360 milliards d'Euros pour sauver les banques.

Or, malgré ces injections massives d'argent, les bourses mondiales restent très instables et qu'il semble bien que les investisseurs ne retrouvent pas la confiance et attendent le

volet économique et social de la crise.

Ce second épisode est maintenant arrivé et entraîne des conséquences qui touchent actuellement directement toutes les couches de la population et non plus seulement les spéculateurs.

Depuis plusieurs semaines, tous les secteurs d'activité sont touchés. A commencer par tout le secteur automobile qui

a mis au chômage technique pratiquement toutes ses entreprises et annonce déjà des milliers de licenciements. Sans compter les secteurs assujettis à l'activité automobile (pneumatiques, accessoiristes...) et tous les sous-traitants qui eux, sans aide, puisque les banques refusent toujours d'aider leurs clients, ferment purement et simplement leurs usines.

Le secteur immobilier est lui aussi touché gravement, la chute des activités ayant atteint de plus de 50 % depuis 8 mois, notamment dans la vente du neuf, ce qui pousse là aussi des milliers de salariés au chômage.

Face à cette situation, que nous promet « Nicolas 1^{er} » : des jours de souffrance, de sacrifice, de la sueur et des larmes. Droit dans ses bottines, il ose annoncer qu'il faut encore accélérer les contre-réformes. Il ne fera donc aucun geste pour aider les travailleurs à mieux gagner leur vie, à au moins maintenir le pouvoir d'achat. Les

attaques contre les acquis sociaux obtenus après des années de combats des salariés vont encore s'accroître :

♦ La sécurité sociale est mise en position difficile par les exonérations de cotisations accordées au patronat, par le non remboursement de médicaments de plus en plus nombreux.

♦ La généralisation des franchises à la charge des malades prépare largement un droit à la santé à 2 vitesses au détriment des plus pauvres.

♦ La fermeture des hôpitaux de proximité, la fermeture de milliers de lits dans les grands centres hospitaliers contribuent au rationnement des soins et à la privatisation de la sécurité sociale.

♦ La suppression de nombreux services publics pour les remplacer par des services au public, la privatisation d'autres (Poste, Télécom, EDF, GDF...), la suppression de milliers de postes, notamment dans l'enseignement.

♦ L'allongement de la durée du temps de travail (70 ans) pour obtenir une retraite à taux plein, la fin des 35 heures, le travail du dimanche...

Il nous faut parler aussi du bouleversement qu'ont organisé le MEDEF et le gouvernement en changeant le mode de représentativité des Organisations syndicales en supprimant la notion de représentativité irréfragable des O.S. Avec l'appui de la CFDT et de la CGT qui ont signé la position commune, le but visé étant de faire disparaître principalement FO, seul syndicat indépendant non inféodé au patronat.

Les nouvelles normes de représentativité portent sur les résultats électoraux. Sans entrer dans le détail, cela amènera de nombreux cas de disparition dans les entreprises. Et cette situation concerne aussi les tenants de la position commune.

Comme toujours, ce sont les salariés qui vont mourir.

Dans les assurances

La crise économique a bien entendu touché le secteur des assurances. Malgré les propos rassurants énoncés par les patrons de l'assurance et le gouvernement, nous certifions que les compagnies françaises étaient restées centrées sur leur « cœur de métier », n'avaient en aucun cas investi dans des produits « pourris », à haut risque ne couraient que peu de risques de prendre un bouillon comme les banques ou la compagnie AIG sauvée de la faillite par le gouvernement US.

Comme le déclarait Henri de Castries : Axa ne possédait pas directement des fonds à risques mais pour compte de tiers et que les pertes ne

représenteraient que quelques millions d'Euros qui n'auraient pas de conséquences sur les résultats de l'entreprise !!! Il n'empêche que le prix de l'action AXA a baissé de plus de 40 % depuis le début 2008.

Ce n'est pas non plus par hasard si la direction a annoncé que son plan « Ambition 2012 » (doublement du C.A., triplement des bénéfices) était devenu obsolète. A la suite de la crise, peut-être.

Il est certain qu'avec la mondialisation, tous les établissements financiers seront plus ou moins touchés.

Les patrons vont-ils profiter de

cette situation pour accélérer leurs projets de restructurations ?

On peut le craindre.

Le SYNPA FO a, dès le début, demandé aux directions des entreprises de veiller à ce que les producteurs salariés ne soient pas pénalisés par la difficulté grandissante pour vendre les produits en UC, par la montée des demandes de rachat. De plus, lors de la flambée du prix du pétrole, notre organisation a demandé et obtenu en partie une revalorisation des frais. Mais il a fallu mener un combat acharné.

Nous devons rester vigilants car les patrons vont bien nous trouver quelques plans foireux pour récupérer les pertes subies cette année.



Bureau de la Section AGF

Secrétaire
Marie Yvonne SCOTET



Bureau de la Section GENERALI

Secrétaire
Jean-Philippe PIETROPOLI

Secrétaire Adjoint
Thierry ORSETTI

Trésorier
Jean-Jacques MELONI

Membres
Jean Louis AUDOUY
Raymond CASTAN
Bernadette DONADIO
Bernard GARRIC
Pascal GROS
Myriam YAJID



Bureau de la Section AXA

Secrétaire

Philippe GENSSE

Secrétaires Adjoints

Hasan ALTINDAG

Franck MULLER

Trésorier

Patrice DITTIÈRE

Membres

Laurent BERGERAT

Anne Lise GAZEAU

Roland HERRMANN

James JACQUES

Philippe LE TIEC

Patrick MARTIN

Alain PESCHÉ

Laurent SCHWARTZ

Hervé Noël STAAL

Daniel VIGNAUD

Didier WAUTHY



Bureau de la Section GAN

Secrétaire

Philippe LEMAIRE

Trésorier

José Luis PINA

Secrétaire Adjoint

Xavier BOUCHENOT

Élections prud'homales

Les élections prud'homales se sont déroulées le 3 décembre 2008, dans des conditions épouvantables.

D'un point de vue général, tout a été fait pour que le taux de participation soit le plus bas possible : pour le vote physique, le rattachement des salariés aux bureaux de vote a été organisé d'une manière telle qu'il fallait vraiment qu'ils soient convaincus de l'importance du vote pour se déplacer.

Pour le vote par correspondance, généralisé pour la 1^{ère} fois, la présentation prêtait à confusion car la carte d'électeur portait 2 adresses :

celle du bureau de vote de l'entreprise et celle de la mairie où devait être envoyé le bulletin de vote, ce qui a permis à certaines OS de faire envoyer le vote dans l'entreprise, pouvant ainsi permettre toutes les magouilles possibles.

En ce qui concerne les producteurs, l'inscription sur les listes électorales se faisait pour la 1^{ère} fois au lieu du siège social de l'entreprise (NANTERRE pour AXA et AGF, ST DENIS pour GENERALI...) n'a pas permis au SYNPA-FO, qui s'était engagé à présenter des candidats dans tous les départements à tenir sa décision. De nombreux militants ont participé à la

campagne de distribution de tracts et de collage dans leur département, les réunions de province qui avaient été organisées en octobre et novembre pour permettre de motiver les salariés à voter n'ont pas suffi.

Il est d'ailleurs étonnant que si peu de salariés aient voté (environ 25 %) alors que les prud'hommes sont submergés de dossiers. Il est vraisemblable que les prud'hommes, déjà remis en cause par le gouvernement, vont subir de nouvelles attaques pour faire disparaître cette exception française.

Il sera de notre devoir de défendre cette institution juridique dans le cadre de la défense des acquis salariaux.

Conditions de travail et salaire

Depuis quelques années, les conditions de travail des producteurs se sont dégradées. Cette année n'a rien amélioré.

Bien au contraire : l'intensification du contrôle de l'activité des producteurs qu'il s'appelle PRC à AXA, POA aux AGF, ou autre, ne cesse d'augmenter la pression sur les salariés.

L'arrivée de la crise a encore aggravé la situation car l'augmentation des demandes de rachats de clients oblige les producteurs à passer un temps précieux en défense du portefeuille, travail non rémunéré.

De plus, on les oblige à continuer de vendre des produits en UC en plus grand

nombre que les Agents Généraux.

Cette situation devient tellement pesante que certains producteurs craquent allant jusqu'au geste qui peut se révéler fatal.

Notre syndicat a obtenu une enquête au CHSCT d'AXA Nord-Est qui s'est révélée désastreuse pour la direction. Ce rapport du cabinet Technologia devrait être utilisé afin d'alerter l'ensemble de la profession et les médias sur les conditions de travail des producteurs salariés.

Et tout cela pour un salaire de misère, souvent proche du SMIC, avec des reprises de commission, des contrats souvent invendables.

Il est d'ailleurs remarquable que lors de la libération de l'argent de la participation, des milliers de salariés se sont précipités pour récupérer ces sommes qui leur était indispensable pour boucler les fins de mois. La monétisation des jours de RTT a aussi été une bouée de sauvetage pour de nombreux salariés.

C'est pourquoi, notre vieille revendication d'un fixe non amortissable, le remboursement des frais réels, négociation des produits au niveau de la branche est encore plus d'actualité que les années précédentes et nous n'avons jamais cessé de revendiquer tout au long de l'année et que nous devons continuer.

Représentativité et syndicalisation

Comme nous l'indiquons dans l'introduction, la loi du 20 août sur la représentativité et la position commune adoptée par le MEDEF, le Gouvernement, la CGT et la CFDT va bouleverser la vie syndicale. En effet, les nouvelles normes de représentativité, basées sur les résultats aux élections professionnelles vont entraîner pour toutes les Organisations Syndicales, même pour les signataires de la position commune, des pertes de postes, voire la disparition de certains établissements.

Mais nous aussi courrons de grands risques de pertes d'élus et de délégués si nous ne nous montrons pas combattifs. Dans ce combat, nous avons besoin de tout le monde, dans notre syndicat d'abord dans lequel il faut que chacun des militants et des syndiqués s'implique complètement dans le développement du SYNPA pour maintenir les positions que nous détenons.

Il faut en plus se battre au coté des administratifs et développer FORCE OUVRIÈRE dans le personnel dans les entreprises où nous sommes le moins bien implantés.

C'est d'ailleurs ce qui se passe depuis 2 ans chez AXA et aux AGF où nous avons lancé une campagne d'information et de syndicalisation qui commence à porter ses fruits et qui va nous permettre de présenter des listes dans des établissements où nous étions absents.

L'unité doit être notre force, la syndicalisation notre but.

Par contre, il faut reconnaître que nous risquons de perdre notre représentativité dans certaines entreprises dans lesquelles il faudra se battre pour reconquérir notre place.

Le SYNPA a organisé, dans le 2^{ème} semestre 2008, une tournée de réunions dans toute la France dans lesquelles nous avons rencontré des producteurs, de

plusieurs compagnies.

Bien sûr, la participation a été inégale selon les réunions mais il est remarquable de noter que partout où la réunion a pu être préparée par les militants (téléphone, courrier personnalisé), les salariés sont venus en nombre. Cela a permis, de développer un débat permettant à certains de découvrir le SYNPA et de comprendre les positions que nous défendons, de prendre contact afin de préparer les prochaines élections, chez AXA, de mai 2009.

Il faut noter que malgré notre faiblesse aux AGF, des délégués ont permis, par leur travail, la présence de salariés. Cette action va continuer car il est d'ores et déjà nécessaire de préparer les élections qui se dérouleront en 2010.

Nous devons être présents le plus souvent possible sur le terrain auprès de nos collègues, surtout des jeunes, afin de renforcer nos positions.

Conclusion

Dans le contexte actuel, la présence de FORCE OUVRIÈRE est devenue primordiale pour la démocratie car c'est la seule organisation syndicale qui demeure indépendante et ne mange pas dans la main du patron. C'est la seule organisation qui refuse de rentrer dans la pensée unique, qui croit que rien n'est inéluctable et que sans combat la défaite est assurée.

Dans le secteur de

l'assurance, qui est à la pointe de la « modernité sociale » la présence de notre syndicat a souvent empêché patrons et syndicats pourris de mener à bien leurs projets antisociaux. Dans ce secteur, il est sans doute encore plus important que nous soyons présents pour la défense des salariés.

Dans une période qui s'annonce encore plus rude, le SYNPA-FO se doit d'être encore plus combatif. C'est

pourquoi il appartient à chacun d'apporter toute son énergie afin de développer l'organisation, de la consolider en syndiquant le maximum de producteurs.

Notre réussite, notre existence et notre indépendance par le développement de l'organisation et le recrutement de nouveaux adhérents.

Gardons confiance en nous et aux valeurs que nous défendons et il n'y a aucun doute que nous sortirons vainqueurs de la bataille.

Gros succès de la mobilisation du 19 mars 2009

Sur la lancée du 29 janvier, les salariés ont témoigné massivement, dans tout le pays, leurs inquiétudes et leur colère.

Des manifestants plus nombreux... Plus de 200 manifestations étaient prévues dans toute la France, à l'appel de huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, FSU, Unsa). A Paris, 85 000 personnes ont défilé selon la préfecture de police, contre 65 000 le 29 janvier, et 350 000 selon la CGT, contre 300 000 la dernière fois. En province, les défilés qui ont eu lieu dans la matinée étaient aussi voire plus importants qu'en janvier: 30 000 à 320 000 personnes à Marseille, 12 000 à 35 000 personnes au Havre, 7 000 à 30 000 personnes à Avignon, 7 000 à 9 000 personnes à Reims et 10 000 personnes à Compiègne, où défilaient en tête de cortège les salariés de Continental-Clairoix... pour des taux de grévistes stables ou en légère baisse. La direction de la SNCF a fait état d'un taux de grévistes de 35,9 % chez les cheminots à 10 heures, et la CGT de 41 %, un taux voisin de celui atteint le 29 janvier. A la RATP, le taux de grévistes publié par la direction était de 12 %, le même que chez les contrôleurs aériens. Chez EDF, 17,5 % des salariés étaient en grève en milieu de journée, moins

(Suite page 8)

Gros succès de la mobilisation du 19 mars 2009

(Suite de la page 7)

que les 23 % du 29 janvier. Même situation à La Poste, où 20,33 % des salariés étaient en grève selon la direction, contre près de 25 % le 29 janvier. France 3 et Radio France comptaient des taux de grévistes légèrement supérieurs à 25 %, ce qui causaient des perturbations dans les programmes. France Télécom, enfin, comptait également un quart de grévistes, soit sensiblement autant que la fois précédente.

Pas de surprise dans les transports. Conformément aux prévisions, la SNCF assurait 60 % des TGV et 45 % des TER, et la RATP faisait état "d'un trafic quasi-normal pour les bus et le métro", tandis que le trafic aérien était perturbé à Orly et un peu moins à Roissy, avec annulations de vols et retards. La SNCF a souligné que "les dispositifs prévus à la suite de la loi sur la continuité de service ont permis de réaliser une meilleure prévisibilité du trafic, une meilleure efficacité dans l'affectation des personnels disponibles et une information précise aux voyageurs". Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-cheminots, a lui reconnu que "la SNCF fait des efforts pour optimiser les moyens disponibles, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant".



Suivent ci-après les rapports des différentes sections

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008 DE LA SECTION GAN

Au GAN la situation globale des commerciaux s'est plutôt bien consolidée la médiane de rémunération des EI de GAN assurances s'étant établie entre la classe 6 et 7. Ce qui globalement nous satisfait mais cache encore d'importantes disparités, en particulier pour les jeunes chargés de missions affectés auprès d'agences générales sans grandes possibilités de développement.

Par ailleurs, la désignation, par conventions collectives, d'institutions de prévoyances, fera que dans un avenir proche, le portefeuille des commerciaux subira une érosion inévitable et aboutira à une baisse de rémunération importante puisque nous ne pourrions plus prospecter voire même conserver en portefeuille des entreprises appartenant à des pans entiers de l'économie. Il est du reste très singulier de constater le silence assourdissant, à ce sujet, de la FFSA pourtant chantre du libéralisme.

L'année qui s'est écoulée aura vu l'apparition pour les chargés de missions de gan assurance, d'un nouvel outil de suivi de la clientèle cet outil, déjà utilisé par de nombreux réseaux bancaires la GRC gestion de la relation client pour les non initiés a pour l'entreprise de nombreux avantages car elle permet de suivre non seulement le client mais aussi l'activité des commerciaux et d'en tirer de nombreuses conclusions (nombre de clients visités origine du contact, productivité et profitabilité du salarié) en un mot au GAN nous allons être de plus en plus fliqués.

Comme toujours la présentation qui nous en a été faite mettait en avant le fait que cet outil allait

nous apporter une aide fabuleuse et que nous allions gagner du temps, de la précision dans le suivi de notre clientèle, bref que de substantiels avantages.

Nous n'avons pas manqué, chaque fois que nous avons pu le faire, de dénoncer cette infâme hypocrisie, car la finalité de cet outil est avant tout de contrôler une population que notre direction estime un peu trop libre d'elle-même.

Mais comme toujours les mauvais coups qui nous sont portés prennent l'aspect d'une « aide » que nous attribue la direction dans sa grande générosité. Nous connaissons bien cette chanson c'est une berceuse mille fois entonnée mais nous ne nous laisserons pas endormir.

La nouvelle loi sur la représentativité syndicale sera un très mauvais coup pour notre organisation. A l'heure où ce texte est écrit, nous nous mobilisons pour que FORCE OUVRIÈRE demeure représentative au sein des différentes entités GAN GROUPAMA composant notre UES, rien n'est gagné, mais rien n'est perdu non plus.

A GAN Assurances il n'y a, par exemple, au comité d'entreprise, qu'un poste de titulaire en CE pour les EI. Ce qui n'est pas illogique en soi puisque les EI ne représentent qu'à peine 10 % de l'effectif, mais nous ne pourrions rien faire sans une implication importante des syndicats FO des administratifs ; tant en matière d'établissement de revendications concrètes que d'action locales à mener, la situation étant très diverse en fonction des régions. Et nous commerciaux nous maîtrisons mal les problèmes des

administratifs même si nous sommes souvent intervenus en soutien à la création de sections nouvelles comme par exemple à GROUPAMA PROTECTION JURIDIQUE.

Quelque soit le résultat de ces élections nous continuerons bien sûr à défendre les intérêts des salariés, qu'ils soient administratifs ou commerciaux et à nous prévaloir d'une totale liberté syndicale.

La campagne électorale que nous allons mener portera bien sur les revendications nationales du SYNPA-FO non encore obtenues à GAN ASSURANCES, mais aussi sur la dénonciation des méthodes de travail et de contrôle que notre direction entend imposer à ses commerciaux.

En particulier, l'existence du « devoir de conseil » instauré récemment, nous oblige, en matière d'assurances collectives à formaliser la mise en place de contrats par l'existence d'une décision unilatérale de l'employeur, accord entreprise ou convention collective, ce surcroît de travail n'est pas rémunéré mais il oblige les commerciaux à proposer un document pour réaliser la vente de leur contrat et par conséquent à créer un nouveau lien avec leur client puisque nous offrons une nouvelle prestation au client celle-ci étant hors contrat d'assurance. En cas de problème comme la contestation par le fisc ou l'URSSAF de la validité d'un accord ou d'un collège, c'est le commercial qui se verrait mis en cause au titre du devoir de conseil et non pas la compagnie d'assurances, ce qui est un véritable scandale.

Cette dernière transfère donc une obligation vers ses salariés. On peut être très inquiet car avec la suppression des obligations minimales de production seule la faute professionnelle peut être envisagée pour un licenciement.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008 DE LA SECTION GENERALI

R.M.M.

La R.M.M. liée à notre nouvelle rémunération est un revenu minimum mensuel, concédé à une grande majorité de conseillers sans laquelle la nouvelle rémunération ne permettrait pas de gagner sa vie sereinement.

La RMM est un revenu minimum mensuel, octroyé à la tête du client, qui peut varier de 3000 à 6000 € voire davantage.

Cette RMM est une avance que le commercial doit avoir couvert avant la fin de l'année, sous peine de reprise.

Mais voilà, la direction choisie les conseillers à qui elle reprend le déficit et ceux à qui elle l'efface.

L'attribution et le montant de la RMM sont devenus un chantage de la hiérarchie.

Fin décembre, 681 conseillers bénéficiaient d'une RMM.

Notre bataille, plusieurs interventions aux C.E. et D.P., enquête auprès de nos collègues, tract dénonçant la perversité de ce système, la direction supprime la RMM et la remplace par une GMS (Garantie Mensuelle de Salaire) qui avec quelques

modifications ne règle pas le problème.

LA France ASSURANCES

Nous venons de terminer les négociations sur la GPEC des commerciaux, de Generali, la direction attendait la signature de cet accord pour mettre en place une nouvelle rémunération à La France Assurance, Ce qui risque de provoquer un nouveau PSE.

La première concertation a lieu le 20 avril 2008, les conseillers de La France sont déjà très inquiet.

SECTION

Le PSE, subit en 2007, nous a fait perdre un grand nombre d'adhérents que nous avons eu du mal à combler en 2008.

Nous avions prévu un peu

tard sans doute, des réunions en province, réunions que malheureusement nous n'avons pas pu tenir complètement en 2008.

Nous venons de mettre en place un calendrier de réunions en province pour 2009. Chacun de nous a à cœur de tenir ses engagements.

Après la signature de la position commune (loi sur la représentativité), notre inquiétude, nous oblige à prendre des mesures quand à notre activité syndicale.

Nos prochaines élections sont prévues pour juillet 2010, c'est-à-dire demain.

Notre réussite passe par un travail d'équipe, de toute l'équipe.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008 DE LA SECTION AGF

ÉVÈNEMENTS

MARQUANTS DANS LA VIE DES AGF

1. Fin de la négociation GPEC : le protocole d'accord du 23 janvier 2008 n'a pas été signé par FO (ni la CGT)
2. Dès la signature de cet accord, la Direction a mis en route son projet de « P L A N de COMPÉTITIVITÉ au service de son développement » = PLAN 2011.

Dans un communiqué de presse du 20/02/08, la Direction des AGF dit clairement que

♦ « ce plan est issu des réflexions qui ont été confiées à des groupes de travail internes depuis plusieurs mois »

♦ « l'objectif est de s'appuyer sur l'accord de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences qui vient d'être signé par les partenaires sociaux afin de redéployer les métiers tout en développant les compétences internes »

Avec le SYNPA-FO et l'aide de la FEC Assurances, nous avons organisé :

❖ une assemblée générale sur le site de REIMS (l'un des 4 sites devant être fermé). Nous avons reçu un excellent accueil par le Personnel, pratiquement en totalité présent sur le seuil de l'Établissement, la salle réservée nous ayant été refusée par la Direction.

❖ Une réunion sur le site RENNES, où FO est présente (mais le syndicat majoritaire est la CFDT). Malgré tout, plusieurs

membres du personnel y ont participé.

Ce plan est en phase opérationnelle, avec un impact sur la vie de 2 000 collaborateurs des AGF, qui vont devoir s'adapter à de nouveaux métiers (avec des formations lourdes de 3 mois), changer de sites... voire quitter l'entreprise. Le résultat risque de voir de nombreux départs ou de changements non souhaités par les Collaborateurs.

FO a demandé le retrait de ce plan.

3. La mise en place d'un statut de rémunération du C E N T R E D E R E L A T I O N S CLIENTÈLE, dont la mission est d'assurer le suivi commercial, A DISTANCE, des clients NON AFFECTÉS aux Conseillers du Réseau AGF Finance Conseil.

Notre commentaire : n'est-ce pas la préparation d'une p o s s i b l e EXTERNALISATION ?

4. Au cours de l'année, de nombreuses négociations ont porté sur les salaires (NAO), la Participation et l'Intéressement, la monétisation du CET...

FO n'a signé aucun de ces protocoles, l'augmentation négociée étant nettement en dessous de nos revendications en ce qui concerne les salaires. Les autres éléments (Participation et Intéressement) n'ont pas été négligeables mais **FO demande des augmentations récurrentes et non occasionnelles.**

Réunions organisées par le SYNPA-FO : Nous y avons participé mais avec nos moyens physiques nettement insuffisants... mais que nous nous employons à améliorer.

5. La désignation d'un DSNA va permettre de renforcer notre équipe pour préparer les élections professionnelles de 2010 : Objectif essentiel de l'année 2009.

**Le mouvement social
du 19 mars approuvé
par la majorité des
salariés**

La politique sociale et économique du gouvernement de plus en plus contestée par les Français.

Trois français sur quatre, soit 74 % des sondés, approuvent le mouvement de grève prévu jeudi, selon un sondage BVA-BPI pour Les Échos et France Info. Pour 32 % des personnes interrogées, le mouvement qui vise à réclamer plus de mesures sociales au gouvernement est "tout à fait justifié" et 42 % l'estiment "justifié". A gauche, 92 % des sympathisants soutiennent le mouvement et plus surprenant, 55 % des sympathisants de droite y sont favorables.

Plus globalement, 62 % des personnes interrogées jugent mauvaise la politique économique du gouvernement, soit une hausse de deux points en un mois, contre 34% qui s'en disent satisfaits. Avec ce score, le gouvernement revient au niveau de septembre dernier et de l'annonce de la crise économique après la faillite de la banque Lehman Brothers.

Les ouvriers sont les plus mécontents de la politique économique (71 % contre 24 % de contents), les salariés du public suivent (70 % contre 24 %), et les quadras sont 69 % à ne pas être satisfaits. A l'inverse, les jeunes de 15 à 24 ans sont les plus favorables à la politique économique du gouvernement (48 % de bonnes opinions, 48 % de mauvaises opinions).

**RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008
DE LA SECTION AXA**

L'année 2008 est très certainement et encore un peu plus que les années précédentes, une année qui aura été marquée par une crise financière provoquant un séisme dans l'économie mondiale que beaucoup, ayant un avis averti en économie, n'hésite pas à comparer à la terrible crise de 1929.

Les conséquences de cette crise ont pour origine la volonté sans limites des tenants du capital à obtenir dans les meilleurs délais toujours plus de profits, sans hésiter à utiliser, pour parvenir à leurs fins, des mécanismes sophistiqués et pervers pour parer à la baisse tendancielle du taux de profits.

Les scandales des subprimes ou fonds de pensions, fonds d'investissements ou structures dites de LBO, ont parié sur les dépouilles de milliers de foyers. L'attribution de bonus outranciers payés par et sur le travail fourni par des millions de salariés, les scandales de dépenses pharaoniques ou stocks options, parachutes dorés, ou les versements de retraites chapeaux honteux, parachevés par la dernière aberration connue celle

du scandale MADOFF ont placé cette année 2008 sous le sceau du capitalisme dans toute sa déliquescence.

Il ne peut en aucun cas s'agir que d'une crise du système financier, nous sommes bien en présence d'une crise du système capitaliste. Les conséquences sur l'emploi et donc sur la situation des ménages s'annoncent pour 2009 terrible. Après le chômage technique, les plans de licenciements pleuvent entraînant le cortège funèbre de milliers de salariés plongés dans le plus grand désarroi.

Les entreprises pour corriger et tenter de restaurer un niveau confortable de dividendes poursuivent à un rythme encore plus soutenu le balai des délocalisations et ce dans tous les secteurs d'activité et y compris ceux de l'industrie financière où banquiers et assureurs sans aucun scrupules taillent dans le vif de leurs effectifs sous des formes différentes. Les transferts d'activités, les réductions de postes réalisés dans le cadre de leur projet d'entreprise articulés largement autour d'accords scélérats de type GPEC en sont la plus déplorable

illustration. Le cynisme des tenants du capital et leur arrogance ont atteint des sommets.

Après avoir placé l'économie dans une situation exsangue, les institutions internationales européennes et autres gouvernements nationaux, du moins pour ce qu'il en reste, en raison de la monstruosité du scandale, ont tenté de sauver le système pervers qui régit l'économie mondiale en allouant des milliards de devises (dollars ou euros) pour « relancer » et « moraliser » un système économique agonisant.

Les plans dits de relance, évacuent une fois encore les salariés de l'essentiel des subsides qui sont attribués aux entreprises défaillantes à condition qu'elles opèrent des restructurations drastiques, c'est-à-dire suppriment autant que possible d'emplois qu'il sera nécessaire.

La note comme toujours étant payée par celles et ceux se trouvant au bout de la chaîne, c'est-à-dire les salariés. D'ailleurs les annonces de suppressions d'emplois massives n'ont pas tardé. Absolument tous les secteurs

d'activités sont touchés.

C'est donc dans ce contexte, qui a été particulièrement délétère, que la section AXA du SYNPA FO a œuvré.

Fidèle à sa tradition du syndicat libre et indépendant notre section s'est attardée à faire vivre la tradition syndicale qui l'a toujours animée autour de ses fondamentaux ; faisant de l'indépendance son modus vivendi, que ce soit concernant sa liberté d'expression, d'initiatives ou d'actions.

Notre organisation attachée à sa conception du syndicalisme d'action œuvrant exclusivement dans l'intérêt des salariés en général et des commerciaux en particulier n'a pas manqué d'agir dans cette unique voie !

Alors que la course au corporatisme et à l'intégration des syndicats bat son plein avec comme point d'orgue l'accord félon dit de position commune plaçant sur orbite la loi du 20 Août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et du temps de travail avalisé par la CGT, la CFDT et le MEDEF, qui remet en cause dangereusement les libertés syndicales, notre organisation entend au contraire s'appuyer, s'enraciner sur l'indépendance de classe, seule garante d'une défense efficace des

intérêts matériels et moraux des salariés.

Pour Force Ouvrière le concept de sainte alliance lancé par le gouvernement en cette période de crise où les salariés doivent porter leur propre croix selon nos gouvernements, démontre une fois encore que l'approche corporatiste demeure plus que vivace pour les institutions et leurs représentants qui en ont fait un objectif majeur.

La mobilisation du 29 janvier atteste que la classe ouvrière dispose encore de ressources suffisantes et massives pour faire valoir ses droits en rejetant avec force le concept association CAPITAL/TRAVAIL que prône les précepteurs gouvernementaux.

Notre organisation, dans le sillon qui a été tracé, entend poursuivre avec détermination son combat pour l'indépendance de classes.

Celui-ci passe inéluctablement par la défense du Réseau Commercial Salariés. Le projet d'entreprise Ambition 2012 entend doubler le chiffre d'affaires et tripler le résultat net. Pour parvenir à ce résultat l'entreprise doit comprimer les coûts salariaux et notamment le coût du réseau commercial.

Les engagements

annoncés à grand renfort de publicité de recrutement de commerciaux dans le cadre dudit projet ne sont qu'un pare-feu aux délocalisations et aux suppressions massives d'emplois administratifs.

Les départs de commerciaux, toujours plus nombreux, prouvent que toute cette démarche n'a pas pour objet de renforcer ou voire même de pérenniser le RCS sous sa forme actuelle.

D'ailleurs les orientations stratégiques déployées par la direction d'AXA à l'encontre du réseau démontrent les dangers réels qu'encourt le RCS.

En effet, le recrutement massif d'agents mandataires au détriment de commerciaux salariés, repris et véhiculé notamment lors des conventions des DVRS, lève toutes les ambiguïtés sur les intentions de la direction sur ce sujet.

La mise en ligne de produits d'épargne et de placements sans frais d'entrée, sans frais de dossier, sans frais de réorientation de l'épargne et sans pénalités de rachat par la filiale d'AXA, DIRECT ÉPARGNE, est de nature à mettre en grande difficulté les commerciaux du réseau qui vendent des produits structurellement analogues et aux rentabilités identiques.

Les banques vont-elles réussir leur plus belle escroquerie ?

Le gouvernement américain s'apprête à racheter de 500 à 1000 milliards d'actifs « toxiques ».

Les États-Unis s'attaquent aux quelques 500 à 1 000 milliards d'actifs toxiques qui bloquent le crédit et aggravent la récession.

Le gouvernement va consacrer 75 à 100 milliards de dollars de son fonds d'aide au secteur financier pour racheter les actifs qui pèsent sur les établissements financiers et qui sont au cœur de la crise du crédit.

La seule inconnue demeure l'adhésion des fonds spéculatifs et d'autres investisseurs privés à ce programme dans un contexte difficile pour le secteur financier, dont certaines pratiques suscitent la colère de l'administration et du Congrès.

Après avoir déçu les marchés le mois dernier avec une simple évocation de partenariats public-privé, le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, doit convaincre les

(Suite page 12)

**Les banques
vont-elles
réussir leur plus
belle
escroquerie ?**

(Suite de la page 11)

investisseurs que son plan relancera le flux du crédit. Lorsque le secrétaire au Trésor a évoqué cette idée en février pour la première fois, le manque de précisions avait effrayé les marchés.

Le plan prévoit donc d'associer fonds publics et privés pour un montant total d'au moins 500 milliards de dollars, qui pourrait être doublé, avec l'aide du régulateur du secteur bancaire, la Federal Deposit Insurance Corp. (FIDC) et de la Réserve fédérale (Fed).

Le succès de ce plan est aujourd'hui perçu comme un test crucial pour Geithner qui s'exprimera dans la journée devant les parlementaires.

Le plan ne nécessite pas d'approbation du Congrès, a précisé un membre de l'administration O B A M A , et n'impliquera pas de nouvelles restrictions en matière de rémunération des dirigeants.



La création de la direction des marchés affluents articulée autour du dispositif « exclusif » tendant vers la gestion de clients détenant de 100 000 à 500 000 € par moins de 300 commerciaux « labellisés » définie avec précision la mécanique patronale.

Au regard de la stratégie mise en place, la direction se positionne pour :

- Remplacer les salariés par des mandataires pour la prospection et le relationnel,
- Proposer les produits d'Assurance Vie dits de masse par Direct Épargne,
- Gérer les opérations et les flux plus complexes par 300 commerciaux spécialisés.

En procédant de la sorte c'est tout simplement l'existence du réseau dont il est question !

**FORCE OUVRIÈRE
N'EST PAS DISPOSÉE À
RESTER LES BRAS
CROISÉS ET À LAISSER
FAIRE.**

C'est pourquoi, notre section a tout mis en œuvre pour améliorer son efficacité opérationnelle.

Celle-ci s'est tout d'abord traduite par un travail conséquent de mise à jour des fichiers des commerciaux d'AXA.

Cette démarche s'inscrit concrètement sur l'axe de la rigueur syndicale. Cette volonté politique syndicale doit cependant se poursuivre par un suivi précis des entrées/ sorties de la part des camarades DP. Il va de soi que cette démarche doit s'inscrire dans notre approche spécifique des nouveaux entrants avec la remise des livrets pour les nouveaux embauchés, point qu'il convient d'améliorer.

Dans la même veine les camarades de la section AXA se sont attachés à faire des contacts terrain une des nos priorités.

Si des progrès restent à accomplir dans ce domaine, force est de constater qu'une amélioration significative a été mesurée. Cela c'est traduit par une collecte des autorisations e-mails en nette progression et par une augmentation importante des retours terrain.

Ces retours nous ont permis de traiter plus en profondeur et en adéquation avec les réalités du terrain des sujets qui affectent le quotidien des commerciaux. Les réunions de commerciaux organisées par le SYNPA Force Ouvrière dans la tradition qui est la sienne ont été l'occasion d'aller à nouveau à la rencontre des producteurs salariés.

De ces réunions nous notons au regard des commentaires énoncés que pour beaucoup de commerciaux notre organisation demeure la seule à se situer clairement du côté des salariés.

Au-delà de ces propos, sans tomber dans l'auto satisfaction, nous constatons que de nouveaux salariés ont participé à nos réunions dont des jeunes ce qui est un des éléments déterminants pour appréhender l'avenir avec un peu plus de sérénité.

Il convient de préciser, et dès lors que notre présence est effective sur le terrain que la participation à nos réunions est plus importante. Si de nombreux salariés n'ont pu se rendre à nos rassemblements, l'accueil qui nous était réservé lors de nos appels téléphoniques a été des plus chaleureux.

Dans le cadre de cette démarche nous avons réussi à décrocher de nouvelles adhésions et notamment des jeunes.

Dans cette logique, le travail remarquable accompli par nos camarades de l'île de France est éloquent et commence concrètement à porter ses fruits. Les contacts réguliers, le traitement efficace des dossiers transmis et

l'exemplarité sont des vecteurs essentiels de l'efficacité syndicale sans concession dans la veine de l'indépendance syndicale que nous véhiculons.

LE TERRAIN, LE TERRAIN ET..... LE TERRAIN !!

Après les réunions de terrain..... les conventions de rentrée, là encore notre organisation syndicale a occupé le terrain en diffusant lors de la plupart de ces événements. Il serait néanmoins déplacé de se gargariser dans la mesure où nous n'avons pas couvert l'ensemble de ces conventions puisque nous n'avons pas toujours été informés des réunions qui se sont tenues dans certaines DVRS. Ce n'est pas acceptable ! Nous rappelons à cette occasion qu'il est essentiel que tous les camarades participent aux instances de l'organisation.

AG DES ACTIONNAIRES => FORCE OUVRIÈRE À LA DIFFUSION !!!

L'indépendance d'actions a toujours été une des clefs de voûte de notre organisation. C'est à ce titre que notre organisation a procédé à une diffusion de tracts lors de l'AG des Actionnaires pour dénoncer les pratiques Axiennes, et tout particulièrement les conditions de travail, les suicides et le niveau de

rémunération pratiqué chez l'employeur auto proclamé de « Référence » !! L'émoi provoqué par notre présence à cette occasion démontre que ce genre d'action est de nature à contrarier la direction d'AXA.

L'intervention d'une des actionnaires se référant à notre communication a engendré un malaise palpable chez HDC et PIERSON qui n'ont eu d'autre recours que de nier l'évidence et les faits avancés !

Si cette action n'a pas débouché concrètement par des mesures en faveur des producteurs, elle a été particulièrement appréciée par des salariés.

LA COMMUNICATION UN ENJEU MAJEUR.

La communication sur la forme et sur la nature des supports utilisés a fait l'objet de modifications.

La signalétique Force Ouvrière a été précisée et renforcée pour un meilleur « repérage » du SYNPA-FO.

Dans cette logique, nos brèves expresses ont fait l'objet d'un effort constant dans un souci d'amélioration de la présentation. Les retours des destinataires nous laissent penser que nous sommes résolument sur la bonne voie que ce soit sur la forme ou sur le fond.

La portée de ce moyen complémentaire de communication sera des plus efficace dès lors que nous augmenterons le nombre de destinataires.

Pour ces raisons nous devons continuer méthodiquement la collecte des autorisations e-mails pour renforcer notre efficacité en matière de couverture de communication pour renforcer et tendre vers une indépendance encore plus large en matière d'information.

La réappropriation du terrain par les camarades s'est naturellement traduite par une alimentation plus précise et plus régulière des problèmes rencontrés par la population des commerciaux, de fait l'impact de nos correspondances s'est trouvé considérablement amélioré.

C'est notamment par ce support que nous avons pu informer rapidement les syndiqués et sympathisants Force Ouvrière de nos initiatives et notamment de nos interventions dans les instances du personnel.

LES IRP !

Là encore on peut noter un manque de fluidité et d'homogénéité dans les interventions et actions des camarades. Le poids du découpage régional organisé par l'entreprise

**Chiffre du jour
500 000**

500 000 Loyers qui s'envolent et pouvoir d'achat au ras des pâquerettes ont entraîné ces dernières années la multiplication des impayés de loyers, soit trois échéances consécutives non réglées.

500 000 personnes se sont retrouvées dans cette situation l'an dernier.

Selon la même enquête de l'INSEE, les cas ont augmenté de 71 % entre 2002 et 2006, donc bien avant la crise: 1,8 million de familles ont eu des difficultés à payer un loyer en augmentation de 40 % en dix ans, soit bien plus que les aides au logement, et 11 284 d'entre elles ont été mises à la rue, selon le ministère du Logement.

Alors même que la loi de mobilisation pour le logement et contre l'exclusion (sic), dite loi Boutin, réduit de trois à un an la durée maximale de la suspension de l'expulsion, raccourcissant ainsi les planches de salut alors que le gouvernement vole au secours des banques avec quelques substantielles rallonges.

Question de poids et de mesures !

**Après les subprimes,
voici la bulle des
crédits à la
consommation !**

Est-ce la fin d'un système devenu de plus en plus délirant ?

Depuis 1996, l'encours total des prêts revolving aux particuliers a plus que doublé aux États-Unis, pour approcher aujourd'hui les 1 000 milliards de dollars. Mais, comme dans le cas des subprimes, les fameux crédits immobiliers à l'origine de la crise actuelle, la solvabilité des bénéficiaires n'a pas été vérifiée de très près, à en juger par la hausse spectaculaire des défauts de paiement sur les cartes de crédit : 25 milliards de dollars en 2007, le double en 2008 et au moins 100 milliards cette année, selon une étude récente du cabinet spécialisé Innovest (en France, la proportion d'accidents sur ce type de produit est trois fois plus faible). De quoi fragiliser encore un peu plus la finance américaine, et donc l'économie mondiale...

La bombe à retardement du crédit à la consommation menace d'abord d'exploser au nez de trois des principales banques américaines, déjà mises sous perfusion par le plan Paulson : JPMorgan Chase, Bank of America et Citigroup, qui ont distribué chacune pour plus de 150 milliards d'argent facile. Même American Express, pourtant réputée sélectionner une

est en partie responsable de cet état de faits, mais en partie seulement.

Ceci dit nous notons tout de même que les prémices d'une meilleure coordination se font jour, ce qui est de bonne augure pour demain dans le cadre d'une meilleure organisation de la section.

En tout état de cause et sans tomber dans la fanfaronnade, nous pouvons dire que les délégués Force Ouvrière dans un contexte particulièrement hostile par le comportement patronal et les attitudes syndicales respectent en toute indépendance le mandat que les salariés leur ont confié.

C'est donc sans surprise que les délégués Force Ouvrière interviennent dans ces instances (DP/CE/CHSCT) en toute indépendance.

Les interventions, les motions proposées, les questions pertinentes, ou les demandes d'expertises, émanant de notre organisation que ce soit en volume ou sur des problèmes de fond attestent de l'importance de notre organisation.

À titre d'exemple le rapport TECHNOLOGIA portant sur les risques psychosociaux, ou le rapport de PARACTA, n'auraient probablement jamais vu le jour sans la détermination et

l'engagement des camarades de l'organisation.

C'est dans le même état d'esprit que nous avons abordé la NAO des commerciaux. Après avoir établi un constat précis de la situation du réseau, notre organisation a démontré que la situation était la résultante des choix opérés par la direction et ses acolytes.

Syndicat revendicatif, notre organisation a fait valoir et justifier les revendications des salariés. Un temps sensible à nos arguments, nous avons réussi à fédérer autour de 3 revendications tous les syndicats.

Malheureusement et comme toujours les OS financées par la direction ont fait machine arrière et abandonné honteusement les salariés. C'est donc contre vents et marées que nous avons poursuivi cette négociation.

Le poids de notre organisation dans les interventions était tel que la direction a souhaité insérer un élément nouveau dans la négociation : la prise de parole « équitable » !

Nous n'avons rien lâché, et avons tenu plus de 85 % du temps de parole lors de cette NAO constatant une fois encore et plus encore que d'habitude le délabrement syndical de tous les autres

syndicats sans exception.

Force Ouvrière n'abdiquera pas et avec les moyens qui sont les siens poursuivra sur le terrain de la revendication des salariés.

Il ne fait pas de doute que c'est dans cette voie que nous devons poursuivre.

ÉLECTIONS PRUD'HOMALES

Le 3 décembre 2008 se sont déroulées les élections prud'homales. La section AXA du SYNPA a, à cette occasion, déployé toute son énergie pour faire de cette échéance un succès.

Les modalités particulières de votes des commerciaux qui ont été rattachés à l'endroit de rattachement dudit personnel, c'est-à-dire Nanterre, n'a pas été un vecteur favorisant la participation des commerciaux.

Nous avons fait de cette échéance un moment majeur pour l'organisation, en prenant notamment soin de vérifier les listes électorales, c'est d'ailleurs à cette occasion que nous avons constaté que ces dernières n'étaient pas à jour. C'est donc grâce à notre intervention que les corrections ont pu s'opérer.

Malgré tout le soin apporté par notre organisation, nous ne

**Allocation
équivalent retraite :
vers un premier
succès**

Selon Les Échos de ce matin (24 mars 2009), le gouvernement devrait rétablir l'allocation équivalent retraite.

Le journal économique, qui ne cite pas la pétition lancée par FO, signale que le dispositif serait prolongé «d'au moins une année supplémentaire» et cite une source gouvernementale pour qui «le marasme actuel sur le front de l'emploi fait que le public visé n'a quasiment aucune chance de retrouver du travail».

La pétition lancée par FO rappelle que cette aide, supprimée le 1er janvier 2009, «permettait aux allocataires de l'assurance chômage en fin de droit et de moins de 60 ans ayant acquis 160 trimestres d'assurance vieillesse de percevoir une allocation et de pouvoir vivre dignement jusqu'à l'âge de la retraite».

Pour la confédération, l'annonce de ce matin constitue un encouragement à persévérer dans sa campagne pour le rétablissement complet de l'allocation équivalent retraite.

**La retraite à 60 ans
sans abattement est
maintenue**

Face à l'hostilité des syndicats, le patronat a finalement renoncé à sa demande de reculer l'âge de départ à 61 ans. Les règles actuelles de fonctionnement des deux régimes par répartitions AGIRC et ARRCO devraient être reconduites jusqu'à fin 2010.

La négociation interprofessionnelle sur les retraites complémentaires est terminée. La quatrième séance a débouché lundi sur un projet d'accord prévoyant de reconduire, jusqu'au 31 décembre 2010, les règles actuelles des régimes de retraite AGIRC (cadres) et ARRCO (tous les salariés du privé). Face à l'opposition résolue des syndicats (FO, CFDT, CFTC, CGC et CGT), le patronat a été contraint finalement de renoncer à toutes ses propositions visant de réduire encore un peu plus les droits des futurs pensionnés. Il a remis ainsi son idée de relever à 61 ans l'âge minimum exigé pour partir avec une retraite complémentaire pleine et entière. Ce projet d'accord, qui doit encore obtenir l'aval des instances respectives des interlocuteurs sociaux dans les prochains jours, prévoit également la reconduction

jusqu'à fin 2010 l'AGFF, ce dispositif qui permet de prendre en charge le surcoût de la retraite à taux plein à 60 ans pour les deux régimes de complémentaire. L'âge minimal pour avoir droit à une pension sans abattement étant resté fixé à 65 ans dans les complémentaires, il sert à compenser ce décalage de 5 ans avec le régime de retraite de base. Le MEDEF aurait bien voulu aussi le supprimer, quitte à entraîner une baisse pouvant aller jusqu'à 22 % des retraites pour tous les salariés appelés à l'avenir à liquider leurs droits.

Tout en se félicitant d'avoir repoussé les velléités patronales sur le recul de l'âge minimum de la retraite, les syndicats sont restés sur leur faim à l'issue de cette dernière séance de négociation. «On a écarté le casus belli sur le relèvement à 61 ans, voire à 63 ans, mais il n'en demeure pas que c'est un accord sans gloire pour nous», a commenté Bernard Devy (FO). Un avis partagé par tous ses homologues. «Nous avons limité les dégâts», a déclaré Pascale Coton (CFTC) tandis que, Éric Aubin (CGT) a estimé que «la partie patronale plie, mais ne rompt pas».

Pour Danièle Karniewicz (CGC), «on a sauvé l'AGFF (...) mais il manque plein de choses». Car, a déploré, Bernard Devy (FO), «on avait

plus d'ambition pour l'avenir et la pérennité des régimes de retraite complémentaire quant au rendement des pensions et aux ressources du système». Le rendement étant ce que rapportent les cotisations versées en montant de pension, il est en chute constante depuis des années et se situe désormais à environ 7 euros par an pour 100 euros cotisés. Les syndicats souhaitent quelque peu l'améliorer en commençant à enrayer sa dégradation. Rappelons que la retraite complémentaire représente en moyenne les deux tiers de la pension globale des cadres et un tiers de celle des autres salariés.

Sur les ressources des régimes, le MEDEF a refusé aux syndicats toute hausse de cotisations, même salariales. «Les salariés étaient prêts à faire des efforts pour garantir leur régime par répartition pour une raison très simple: il y a aujourd'hui une vision très négative des régimes par capitalisation en raison de la crise financière. Qui n'a pas lu, entendu ou vu les déboires des fonds de pension américains?», a expliqué Bernard Devy (FO). Du coup, l'AGIRC et l'ARRCO devront puiser dans leurs réserves jusqu'au 31 décembre 2010 pour juguler leurs déficits estimés à 3,5 milliards d'euros.



" La Lettre du SY.N.P.A. - F.O. "

Bulletin Bimestriel
d'information
du Syndicat National
des Producteurs d'Assurances
et de Capitalisation
29^{ème} Année

28, rue des Petits Hôtels
75010 Paris
☎ 01.48.01.91.91

Directeur de la publication
Didier WAUTHY

Impression
28, rue des Petits Hôtels
75010 Paris

Commission Paritaire
N° 0110 S 07123

**Encart du
Trésorier**

BULLETIN D'ADHÉSION OU DE RENOUVELLEMENT

Adhésion Renouvellement

COTISATIONS MINIMALES 2009

E.I. : 153 € E.B. : 127 € Retraités : 89 €

NOMPrénom

Adresse.....

Compagnie :..... Réseau :..... Statut :

☎ Email (Personnel).....

Fait àle.....

Souhaitez vous recevoir un reçu fiscal

OUI NON

(Signature)

Adresser votre bulletin accompagné de 4 étiquettes et d'un chèque libellé à l'ordre du SY.N.P.A. - F.O. à

Patrice DITTIÈRE ☒ 11 rue Adèle Considère 49320 BRISSAC QUINCÉ